

**Appel à Rassemblement Jeudi 5 décembre à 18h,
Place de la République à Paris**

Sommet France-Afrique

La paix en Afrique ne doit pas se décider à l'Élysée avec des dictateurs!

A l'initiative de François Hollande, un **Sommet de l'Élysée sur la paix et la sécurité en Afrique** aura lieu à Paris les 6-7 décembre. Il s'agit du premier Sommet France-Afrique organisé sous François Hollande, qui a convoqué lui-même ce sommet, choisi son thème et décidé de l'organiser à Paris, dans un lieu aussi symbolique que l'Élysée. Comme ses prédécesseurs, **le Président français paraît ainsi considérer le continent africain comme une zone qui ne doit pas échapper à l'influence de la France.**

Dans la tradition des Sommets France-Afrique, **la plupart des dictateurs africains du « pré-carré » francophone seront présents.** Parmi eux, le tchadien Idriss Déby, au pouvoir depuis 1990, Paul Biya (Cameroun, depuis 1982), Denis Sassou Nguesso (Congo-B, depuis 1979), Blaise Compaoré (Burkina Faso, depuis 1987), sans oublier les héritiers Ali et Faure des régimes Bongo et Gnassingbé au Gabon et au Togo et le président djiboutien Oumar Guelleh. **Tous bénéficient du soutien diplomatique, économique (via l'aide publique) et militaire ou policier de la France.** Quasiment tous ont été reçus au moins une fois à l'Élysée depuis l'élection de François Hollande. **Tous soutiennent la France dans ses nombreuses interventions militaires menées sur le continent africain,** où elle dispose toujours de bases militaires et de forces pré-positionnées. En échange de leur soutien à ces interventions, comme celle menée récemment au Mali, **ces dictateurs attendent le silence de la France sur leurs exactions. Les démocrates tchadiens, togolais et djiboutiens ont ainsi subi dans leur chair en 2013 les conséquences diplomatiques du soutien de leurs chefs d'État à l'opération Serval¹.**

Les dictateurs de la Françafrique sont auteurs de **nombreuses violations des droits de l'Homme** documentés par un grand nombre de rapports émanant d'ONG et organisations internationales. **Le soutien de la France à des dictateurs, les ventes d'armes et les nombreuses interventions militaires menées par la France sur le continent africain pour les soutenir** (comme au Tchad en 2006 puis 2008) **n'ont en rien amélioré la sécurité et les conditions de vie de leurs populations.** La situation actuelle en Centrafrique, où la France a installé et/soutenu tous les dictateurs qui se sont succédés, est une des illustrations des conséquences de cette funeste politique. **Et lorsque la France prétend intervenir au nom des droits de l'Homme et dans un cadre multilatéral,** comme elle l'a fait en Côte d'Ivoire, en Libye ou au Mali, **c'est toujours avec des motivations ambiguës, liées à ses intérêts géostratégiques.**

Considérant qu'un sommet sur la paix et la sécurité en Afrique ne doit pas se tenir à l'initiative et sur le sol d'une ex-puissance coloniale caractérisée par son ingérence sur le continent et en présence de dictateurs qui y ruinent tout espoir de paix, **nous, associations et citoyen-ne-s français-e-s et africain-e-s réclamons :**

- **L'annulation de ce sommet**
- **La fin du soutien diplomatique, économique, militaire, policier et des ventes d'armes aux régimes répressifs**
- **La suppression des bases militaires françaises en Afrique**

Depuis une vingtaine d'années, **des représentants de la société civile française et africaine** ont pris l'habitude de **réagir** et d'organiser en contre-point des sommets France-Afrique des temps **d'échange, de revendication et de mobilisation.** Nos organisations proposent aux citoyens et aux organisations de se rassembler le **Jeudi 5 décembre prochain, Place de la République, sous le mot d'ordre ci-dessus.**

Premiers signataires : Survie, Afriques en lutte, La Fédération des Congolais de la Diaspora (FCD), Sortir du Colonialisme, L'Union des Populations du Cameroun...

Signer la pétition sur Avaaz.org – Voir informations sur le tribunal sur survie.org

¹ Voir : FIDH, [Djibouti : arrestations et procès se poursuivent en silence](#), communiqué de presse, juillet 2013
Amnesty International, [Togo : Usage excessif de la force et décès en détention](#), Communiqué de presse, mai 2013
FIDH, [Tchad : vague de répression sur fond de tensions militaires](#), Communiqué de presse, juin 2013